

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 2167

[C — 27554]

4 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 13, 16, 18, 20, 21, 22, 24, 25, 29; 30, 53 et 74;

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal du n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 mai 1984 portant agrément des services spécialisés habilités à délivrer le rapport sur base duquel s'effectue le placement des personnes handicapées et fixant les critères auxquels doit répondre ledit rapport;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées donné le 4 janvier 1996;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées donné le 8 janvier 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 décembre 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 janvier 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1er, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1° décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

2° Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

3° Ministre : le Ministre ayant l'action sociale dans ses attributions.

Art. 3. Il est créé sept bureaux régionaux dont les sièges sont situés à Wavre, Mons, Charleroi, Liège, Namur, Dinant et Libramont.

Les bureaux de Wavre, Liège et Libramont desservent respectivement les provinces du Brabant wallon, de Liège et de Luxembourg. Les bureaux de Namur, Dinant, Charleroi et Mons desservent respectivement l'arrondissement de Namur, les arrondissements de Dinant et Philippeville, les arrondissements de Charleroi et Thuin, les arrondissements d'Ath, de Mons, de Mouscron, de Soignies et de Tournai.

CHAPITRE II. — Modalités de constitution du dossier de base

Section 1re. — Principes généraux

Art. 4. L'Agence établit le dossier de base visé à l'article 20 du décret pour toute demande individuelle d'intervention.

Les demandes d'intervention sont :

1° adressées sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception au bureau régional du lieu du domicile de la personne handicapée;

2° adressées sous une autre forme ou déposées au secrétariat du bureau régional du lieu du domicile de la personne handicapée, auquel cas l'Agence délivre immédiatement un accusé de réception de la demande.

Tout service de l'Agence saisi d'une demande ne relevant pas de sa compétence adresse la demande au service compétent et en informe la personne intéressée.

Art. 5. Les demandes individuelles d'intervention peuvent avoir trait :

1° a) à une orientation scolaire ou professionnelle spécialisée;

b) à une formation professionnelle;

c) à l'exercice d'une activité professionnelle;

d) à une intégration sociale et professionnelle;

e) à l'aide matérielle;

- 2° *n*) à une aide précoce;
- b) aux frais d'hébergement, d'accueil de jour, d'entretien, de traitement et d'éducation;
- c) au placement familial;
- d) à une aide aux activités de la vie journalière;
- e) à un accompagnement.

Section 2. — Renseignements et données pluridisciplinaires

Art. 6. Le formulaire de demande d'intervention à remplir par la personne handicapée comprend notamment les renseignements suivants :

- 1° son identité;
- 2° l'identité de son représentant légal, s'il échet;
- 3° sa situation familiale;
- 4° l'objet de sa demande;
- 5° les éléments essentiels connus déterminant son handicap;
- 6° son domicile et, au besoin, l'adresse où elle peut être jointe.

La demande d'intervention est signée par la personne handicapée, son avocat ou son représentant légal ou encore par une personne mandatée par elle à cette fin ou spécialement habilitée par des dispositions légales.

Le mandataire doit être majeur et porteur d'une procuration.

La demande est accompagnée des données d'examen médicaux, sociaux et psychologiques indispensables à l'instruction de la demande et qui auraient déjà été rassemblées en vue d'obtenir le bénéfice d'autres prestations ou avantages en vertu d'autres dispositions légales et réglementaires.

En cas d'insuffisance ou d'absence d'éléments en rapport avec l'intervention sollicitée, l'Agence complète ou fait compléter, par les centres visés à l'article 39 du présent arrêté, le dossier par des rapports médicaux, psychologiques, ou sociaux nécessaires à l'instruction de la demande d'intervention.

Art. 7. L'Agence demande aux administrations compétentes les documents qu'elle juge nécessaires à l'instruction de la demande d'intervention :

- 1° un extrait d'acte de naissance de la personne handicapée;
- 2° un extrait du registre de la population indiquant la composition de famille de la personne handicapée;
- 3° un certificat de nationalité de la personne handicapée;
- 4° une attestation relative aux revenus de la personne handicapée.

Art. 8. Si la personne handicapée s'est déjà adressée à un centre agréé en vertu de l'article 39, l'Agence sollicite auprès de ce centre les données qu'il possède nécessaires à l'instruction de la demande.

Art. 9. En fonction de la demande d'intervention, les données pluridisciplinaires comprises dans le dossier de base peuvent être les suivantes :

- 1° une analyse des besoins de la personne;
- 2° un bilan des connaissances, aptitudes et potentialités scolaires ou professionnelles;
- 3° un bilan psychologique;
- 4° un bilan médical;
- 5° une anamnèse sociale;
- 6° une évaluation de l'autonomie.

Art. 10. L'Agence rencontre la personne handicapée, éventuellement assistée d'une personne de son choix, à la demande de la personne handicapée ou d'initiative.

Art. 11. L'Agence peut, à tout moment, procéder ou faire procéder à ses frais, dans les limites fixées par le Ministre, à tout examen complémentaire ou de contrôle qu'elle juge nécessaire et relatif à la demande. Lorsque cet examen n'est pas réalisé par l'Agence, il est réalisé, à la demande de l'Agence, par un centre agréé en vertu de l'article 39, à l'exception du centre qui avait procédé aux premiers examens.

Art. 12. Si la personne handicapée ou son représentant légal ne fournit pas dans les soixante jours les renseignements demandés en vertu de l'article 6 du présent arrêté, il lui est adressé une lettre de rappel. Si aucune suite ne lui est donnée dans un délai d'un mois, l'Agence notifie son refus d'intervention à la personne handicapée ou à son représentant légal.

Art. 13. La personne handicapée ou son représentant légal est tenue de communiquer toute modification de sa situation telle que décrite dans sa demande initiale.

Toute intervention de l'Agence décidée ou maintenue sur la base d'éléments qui se sont révélés frauduleux, erronés ou incomplets, donne lieu à une action en répétition soit à charge de la personne handicapée, soit à charge de ses héritiers ou légataires ou de ses débiteurs d'aliments, sauf si l'appréciation inexacte est imputable à l'Agence.

Art. 14. L'Agence fixe la date de prise de cours de son intervention sans que cette date puisse être antérieure à la date de la demande.

CHAPITRE III. — Décision provisoire

Art. 15. L'Agence peut prendre une décision provisoire pour une durée maximale de trois mois lorsqu'il apparaît que le défaut d'intervention risque de compromettre l'état physique, psychique ou social de la personne handicapée.

La décision visée à l'alinéa 1er est fondée sur un rapport circonstancié établi soit par l'Agence soit par le service, le centre ou l'institution assumant la prise en charge urgente. Elle mentionne la durée pendant laquelle l'intervention est accordée.

CHAPITRE IV. — *Procédure de révision*

Art. 16. La décision d'intervention peut faire l'objet d'une révision :

- 1° à l'initiative de l'Agence;
- 2° à la suite d'une demande motivée adressée à l'Agence par :
 - a) la personne handicapée;
 - b) son représentant légal ou son avocat;
 - c) la personne qui a la garde de la personne handicapée;
 - d) une personne mandatée par la personne handicapée;
 - e) le directeur du centre du service ou de l'institution dont la personne est bénéficiaire ou le directeur de l'institution qui l'héberge;
 - f) le président du centre public d'aide sociale;
 - g) le juge du tribunal de la jeunesse, le directeur du service de protection judiciaire ou le conseiller de l'aide à la jeunesse.

La demande de révision est :

1° adressée sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception au bureau régional du lieu du domicile de la personne handicapée;

2° adressée sous une autre forme ou déposée au secrétariat du bureau régional du lieu du domicile de la personne handicapée, auquel cas l'Agence délivre immédiatement un accusé de réception de la demande.

Le demandeur introduit sa requête dans le délai de trois mois à compter de la date à laquelle la situation de la personne handicapée s'est modifiée.

La demande comporte les renseignements stipulés à l'article 6, 1^{er} alinéa.

Si les documents produits sont insuffisants, l'Agence instruit la demande de révision conformément à l'article 11.

Art. 17. La décision de révision prend cours le premier jour du mois qui suit sa notification.

CHAPITRE V. — *La Commission d'appel*

Section 1^{re}. — Sièges, composition de la Commission d'appel et durée du mandat des président, membres et experts

Art. 18. La Commission d'appel connaît des recours formés contre les décisions prises en vertu de l'article 5, 2°.

La Commission d'appel est installée au siège de l'Agence.

Art. 19. La Commission d'appel est composée comme suit :

- 1° un président ayant la qualité de magistrat;
- 2° trois membres ayant au moins trois ans d'expérience utile dans le domaine de l'aide aux personnes handicapées, à savoir :

a) un docteur en médecine;

b) un psychologue;

c) un titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur social, pédagogique ou paramédical de type court ou de type long;

3° deux membres désignés parmi les candidats présentés sur une liste double par le Conseil consultatif wallon des personnes handicapées.

Il est nommé pour le président et pour chacun des membres, un suppléant dans les mêmes conditions que les membres effectifs.

Si le président ou un membre démissionne ou cesse pour une raison quelconque de faire partie de la Commission d'appel, le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Les mandats sont conférés pour une période de six ans à compter de la date de nomination.

Ils sont renouvelables.

Il existe une incompatibilité :

1° entre la qualité de président ou de membre de la Commission d'appel et la qualité de membre d'un organe ou du personnel de l'Agence, d'une institution, d'un centre, ou d'un service agréé ou subventionné par l'Agence;

2° entre la qualité d'expert désigné par la Commission d'appel et celle de membre d'un organe ou du personnel de l'Agence.

Art. 20. Le président et les membres de la Commission peuvent être relevés de leur charge en cas de manquement à leurs devoirs ou d'atteinte à la dignité de leur fonction.

Art. 21. La Commission d'appel est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire-adjoint, désignés par l'administrateur général de l'Agence. Le secrétaire doit être titulaire d'une licence en droit.

Art. 22. La Commission d'appel établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement.

Section 2. — Procédure de recours

Art. 23. Le requérant introduit son recours dans un délai de trente jours prenant cours le lendemain de la date d'envoi de la décision de l'Agence. Le cachet de la poste fait foi de la date d'envoi.

Lorsque le dernier jour visé à l'alinéa 1er est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

La requête est signée par le requérant, son avocat ou son représentant légal ou encore par une personne spécialement mandatée à cette fin.

Les dispositions de l'article 6, alinéas 4 et 5, s'appliquent à la procédure de recours.

Art. 24. Le recours est déposé contre accusé de réception ou adressé sous pli recommandé au siège de la Commission d'appel.

Art. 25. Le recours dirigé contre une décision de révision a un effet suspensif.

Art. 26. Dès réception de la requête, le secrétaire de la Commission d'appel informe l'Agence et requiert de celle-ci la communication du dossier du requérant.

La transmission du dossier est faite immédiatement.

Le secrétaire de la Commission d'appel instruit le dossier; à cet effet, il recueille directement tous renseignements et documents utiles.

L'affaire étant instruite, le secrétaire établit un rapport destiné à la Commission d'appel; il le date, le signe et le verse au dossier.

Art. 27. La Commission d'appel peut désigner parmi son président et ses membres un rapporteur qui résume le dossier pour la séance et dresse un rapport complémentaire. Le rapport est joint au dossier.

Art. 28. Si l'instruction de l'affaire révèle la nécessité de procéder à un examen complémentaire de la personne handicapée, celle-ci est invitée sur décision de la Commission d'appel à se présenter devant un expert désigné par la Commission d'appel. Si la personne handicapée ne peut se déplacer, l'expert se rend à la résidence de celle-ci.

La personne handicapée peut se faire assister au cours de cet examen par toute personne et expert de son choix.

Dans le délai fixé par la Commission d'appel, l'expert désigné établit un rapport détaillé.

Art. 29. Le secrétaire adresse, au moins quinze jours avant la séance au cours de laquelle ils seront entendus, une convocation au requérant et à l'administrateur général de l'Agence.

La convocation est faite par lettre recommandée à la poste. Elle indique les lieu, jour et heure de la comparution.

Art. 30. Cette convocation mentionne que les parties et les personnes qui les assistent peuvent consulter sans déplacement le dossier au secrétariat de la Commission d'appel.

Art. 31. Si les parties désirent déposer des conclusions, elles les font parvenir au secrétaire au plus tard l'avant-veille du jour de la comparution.

Art. 32. La Commission siège à huis-clos.

Elle entend le requérant et l'Agence et peut entendre toute autre personne intéressée à la demande.

Le requérant peut se faire assister ou représenter par son avocat, son représentant légal ou encore par une personne spécialement mandatée à cette fin.

L'Agence est représentée devant la Commission d'appel par l'administrateur général ou un fonctionnaire qu'il désigne à cet effet.

Art. 33. La Commission d'appel ne délibère et ne décide valablement que si le président ou son suppléant et trois autres membres effectifs ou suppléants sont présents.

Art. 34. Les décisions de la Commission d'appel sont prises à la majorité des voix du président et des membres présents; l'abstention n'est pas permise. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 35. Le président et les autres membres de la Commission d'appel sont tenus au secret des délibérations.

Art. 36. Les décisions comportent la mention :

- 1° de l'identité et du domicile du requérant;
- 2° le cas échéant, des nom, prénom, domicile et qualité des personnes qui l'ont représenté ou assisté;
- 3° de la convocation, de la comparution et de l'audition des personnes entendues;
- 4° le cas échéant, du dépôt de conclusions;
- 5° des motifs et du dispositif de la décision;
- 6° de la date de la décision et du lieu où elle a été prononcée, ainsi que du nom des personnes qui ont délibéré.

Les décisions sont signées par le président et le secrétaire.

Art. 37. La notification des décisions est faite par lettre recommandée à la poste, dans un délai de huit jours calendrier.

Art. 38. Lorsqu'il apparaît qu'une erreur matérielle a été commise, la Commission d'appel peut, dans les trois ans suivant la notification de sa décision, soit d'office, soit à la demande d'une partie, corriger sa décision.

CHAPITRE VI. — Agrément des centres qui peuvent communiquer des données à l'Agence

Art. 39. Sont agréés en qualité de centres qui peuvent communiquer des données à l'Agence :

- 1° les centres psycho-médico-sociaux agréés par la Communauté française;
- 2° les services de santé mentale agréés par la Région wallonne;
- 3° les services ou centres d'évaluation et d'orientation professionnelle agréés par l'Agence;

4° les services ou centres de rééducation fonctionnelle agréés par l'Agence;

5° les centres publics d'aide sociale;

6° les centres de service social agréés par la Région wallonne.

Les centres agréés doivent disposer au sein de leur personnel d'un assistant social ou d'un infirmier social. Ils doivent en outre disposer au sein de leur personnel ou s'assurer par convention les services d'un docteur en médecine et d'un psychologue. Ces trois personnes constituent une équipe pluridisciplinaire.

L'Agence détermine les conditions minimales auxquelles lesdites conventions doivent répondre et les soumet au Gouvernement wallon pour approbation;

Art. 40. Les données psychopédagogiques communiquées à l'Agence doivent être établies et signées par un psychologue.

Les données sociales communiquées à l'Agence doivent être établies et signées par un assistant social ou un infirmier social.

Les données médicales communiquées à l'Agence pour chaque type de handicap évalué doivent être établies et signées par un médecin titulaire de la spécialité appropriée et agréé par l'INAMI.

Pour les catégories instituées par l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, article 3, § 1er, il s'agit de :

1° un pédiatre pour les handicapés des catégories 3, 4, 12;

2° un psychiatre ou un neuropsychiatre pour les personnes handicapées des catégories 10, 11, 14, et pour les personnes handicapées mentales sensorielles adultes; un oto-rhino-laryngologiste ou un neuropédiatre pour les mineurs d'âge atteints de troubles graves de la parole;

3° un pédiatre, un psychiatre ou un neuropsychiatre pour les personnes handicapées des catégories 1, 2, 5, 6, 8, 9;

4° un oto-rhino-laryngologiste pour les handicapés de l'ouïe;

5° un ophtalmologue pour les handicapés de la vue;

6° un médecin licencié en expertise et évaluation du dommage corporel ou dont la spécialité correspond au handicap physique des personnes non visées ci-dessus.

Le centre agréé :

1° procède aux examens à titre gratuit ou pratique les tarifs fixés par la convention médico-mutuelliste, à la demande écrite de la personne handicapée, son conseil ou son représentant légal ou encore par une personne qu'il mandate spécialement à cette fin;

2° procède aux examens complémentaires ou de contrôle visés à l'article 11, à la demande de l'Agence, avec l'accord écrit de la personne handicapée, de son conseil, ou de son représentant ou encore par une personne qu'elle mandate à cette fin.

Art. 41. Les données sont communiquées au moyen d'un formulaire établi selon un modèle défini par l'Agence.

Les aspects psychopédagogiques doivent être traités en deux rubriques distinctes : la première comporte une analyse psychologique et la seconde une évaluation pédagogique pour les mineurs et un projet de vie pour les majeurs.

Ces deux rubriques peuvent être établies par des personnes différentes.

Art. 42. Les membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire du centre procèdent eux-mêmes aux investigations requises pour lesquelles ils ont une qualification adéquate et sont tenus au secret professionnel.

Art. 43. Les centres sont soumis au contrôle de l'Agence dans le cadre de leurs activités spécifiques qui sont en relation avec l'établissement et la communication des données relatives aux personnes handicapées.

Le contrôle des services agréés est exercé par les fonctionnaires désignés par l'Agence. Ils ont libre accès aux locaux des centres et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Art. 44. Le comité de gestion de l'Agence peut retirer ou suspendre l'agrément d'un centre qui ne respecte pas le décret et ses arrêtés d'application. La décision de retrait ou de suspension d'agrément est notifiée par lettre recommandée.

Le centre dont l'agrément est suspendu ou retiré peut introduire un recours conformément aux articles 59 à 62.

CHAPITRE VII. — *Subventions en vue de promouvoir des initiatives spécifiques*

Art. 45. Les subventions visées à l'article 25 du décret sont octroyées après l'approbation des programmes d'initiatives spécifiques par le Ministre.

Art. 46. Les subventions en vue de promouvoir des initiatives spécifiques ne peuvent être octroyées que pour les services, centres et institutions qui mettent en place des projets

1° qui ne font pas l'objet d'une décision fondée sur l'article 24 du décret,

2° qui sont échelonnés sur une durée déterminée de trois ans maximum, éventuellement prolongée sur la base d'un rapport final détaillé établi par le service, centre ou institution, précisant les résultats atteints;

3° qui présentent un caractère novateur ou expérimental.

CHAPITRE VIII — *Autorisation de prise en charge accordée aux personnes et services non agréés par l'Agence*

Section 1re — *Dispositions générales*

Art. 47. La demande d'autorisation visée à l'article 29 du décret doit être adressée par lettre recommandée au président du comité de gestion de l'Agence.

Art. 48. La demande d'autorisation est accompagnée des renseignements et documents suivants :

1° l'identité du demandeur, ses coordonnées ainsi que l'adresse complète du ou des lieux où sont prises en charge les personnes handicapées;

2° s'il s'agit d'une personne physique, le certificat de bonnes vie et mœurs du demandeur, s'il s'agit d'une personne morale, le certificat de bonnes vie et mœurs du directeur ou de la personne qui en fait fonction ainsi que la composition du conseil d'administration, ce certificat devant dater de moins de trois mois;

3° la liste des membres du personnel, leur nom, leur qualification et la durée de leur temps de travail hebdomadaire;

4° un plan indiquant les voies de communication internes du bâtiment, la destination des locaux, le nombre total de lits dans le bâtiment;

5° une copie des conventions d'hébergement liant les personnes handicapées à la personne physique ou à la personne morale qui assure la prise en charge;

6° une attestation délivrée depuis moins d'un an par le service régional d'incendie concernant la conformité du ou des lieux en matière de sécurité incendie.

La convention visée à l'alinéa 1er, 5°, indique au moins :

1° les services assurés à la personne handicapée;

2° la participation financière couvrant les frais résultant de tous les services rendus;

3° sa durée;

4° les conditions de résiliation.

Art. 49. Le comité de gestion de l'Agence statue dans un délai de quatre mois à dater de la réception de la demande d'autorisation.

La décision mentionne la date à laquelle l'autorisation prend cours et la durée de celle-ci.

Art. 50. La personne morale ou la personne physique qui assure la prise en charge introduit la demande de renouvellement de l'autorisation six mois avant la date d'échéance de celle-ci.

La demande est accompagnée des renseignements et documents visés à l'article 48.

Section 2. — Modalités de contrôle

Art. 51. Toute personne peut déposer une plainte relative à l'inobservation éventuelle de dispositions prévues par le décret ou par le présent arrêté auprès de l'Agence.

Dans les quarante jours suivant la réception de la plainte, une visite de contrôle du service concerné est effectuée.

Section 3. — Conditions minimales de sécurité et d'hygiène

Art. 52. Le ou les lieux affectés à la prise en charge des personnes handicapées doivent répondre aux conditions minimales en matière de salubrité des logements et faire l'objet de l'attestation visée à l'article 48, 6°.

CHAPITRE IX. — Procédures d'agrément, de suspension et de retrait

Art. 53. Les demandes d'agrément des services, centres ou institutions sont adressées à l'Agence par lettre recommandée à la poste.

Art. 54. § 1er. L'agrément ne sera accordé aux services et structures visés à l'article 24, alinéa 2, du décret que moyennant le respect des principes suivants :

1° garantir l'indépendance et la liberté de choix de la personne;

2° assurer l'égalité des personnes handicapées devant le service et notamment n'exiger des personnes, à titre de condition préalable à l'entrée, le paiement d'aucune contribution financière autre que celles fixées par le Gouvernement;

3° offrir à la personne handicapée un projet personnalisé adapté à ses besoins, ses aptitudes et ses aspirations;

4° impliquer au maximum la personne handicapée et son entourage dans le processus de décision;

5° procéder à des évaluations qualitatives en privilégiant la participation des personnes handicapées, de leur entourage et des services;

6° faire bénéficier les personnes handicapées d'un personnel d'encadrement compétent et adapté au handicap traité ainsi que d'une infrastructure adéquate;

7° assurer la participation du personnel à l'élaboration du projet éducatif du service et à des formations continuées;

8° favoriser la coopération entre les services et la recherche d'une meilleure efficacité par une coordination accrue;

9° privilégier les contacts avec l'extérieur dans le cadre d'une collaboration locale;

10° collaborer avec les services de l'Agence et se soumettre à son contrôle;

11° tenir une comptabilité conforme aux directives de l'Agence;

12° respecter les normes de sécurité et d'hygiène;

13° adopter un règlement d'ordre intérieur garantissant le respect des droits des personnes handicapées et leur plus large autonomie ainsi qu'un service adapté à leurs besoins, aptitudes et aspirations. Ce règlement est communiqué aux personnes handicapées, à leurs représentants légaux et à l'Agence.

§ 2. Dans les trente jours de l'envoi de la demande d'agrément, l'Agence adresse au demandeur, sous pli recommandé à la poste, un avis de réception du dossier, si celui-ci est complet. Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur dans les mêmes conditions et précise, à cette occasion, par quelles pièces le dossier doit être complété.

§ 3. Sans préjudice des §§ 1er et 2, l'agrément des services, centres ou institutions disposant d'un système de télésurveillance ou de tout système analogue, est subordonné aux conditions suivantes :

1° le système doit être le moyen le plus approprié pour garantir aux personnes handicapées concernées la sécurité et la qualité de soins qu'exige leur pathologie;

2° l'enregistrement des images est interdit sauf dans un but thérapeutique;

3° l'utilisation d'un tel système est subordonnée à l'accord de la personne handicapée ou de son représentant légal sans que ce refus puisse entraîner son exclusion du service, du centre ou de l'institution.

Le comité de gestion recueille l'avis du Conseil d'avis compétent.

Un comité pluridisciplinaire composé de trois experts désignés par le comité de gestion, dont un sur proposition du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, assure l'accompagnement éthique et peut être saisi par toute personne ou organisme concernés.

Art. 55. Le comité de gestion de l'Agence statue dans un délai de six mois à dater de la réception du dossier complet de la demande d'agrément.

Art. 56. L'agrément est accordé pour une période de trois mois à trois ans maximum. Il peut être renouvelé.

Art. 57. La demande de renouvellement est introduite auprès du comité de gestion de l'Agence au plus tard six mois avant l'expiration de la validité de l'agrément.

Le délai visé à l'alinéa 1er est réduit à deux mois si l'agrément était accordé pour une durée inférieure ou égale à sept mois.

Le service, centre ou institution reste provisoirement agréé jusqu'à la décision.

Art. 58. Le comité de gestion de l'Agence peut retirer ou suspendre l'agrément dès qu'il constate que l'une des conditions fixées pour l'agrément n'est plus respectée.

La décision de retrait ou de suspension d'agrément est notifiée par lettre recommandée.

CHAPITRE X. — *Recours*

Art. 59. Dans les trente jours de la notification des décisions visées aux articles 55 et 58, un recours peut être introduit auprès du Ministre par lettre recommandée à la poste.

Art. 60. Le requérant ou son conseil ainsi que l'Agence ou son délégué sont, à leur demande, entendus par le Ministre ou son délégué.

Art. 61. Le recours a un effet suspensif sauf s'il est dirigé contre une décision de refus d'agrément d'un nouveau service, centre ou institution.

Art. 62. Le Ministre statue dans un délai de trois mois à dater de la réception du recours. La décision est notifiée au requérant et à l'Agence.

CHAPITRE XI. — *Modalités de contrôle du commissaire du Gouvernement et du délégué du Ministre du Budget*

Art. 63. Le commissaire du Gouvernement et le délégué du Ministre du Budget adressent chaque fois que nécessaire au Ministre dont ils relèvent ou à sa demande un rapport contenant toute information, proposition ou suggestion utiles dans le cadre de la gestion de l'Agence.

CHAPITRE XII. — *Dispositions en matière de budget et de tenue de la comptabilité*

Art. 64. L'arrêté royal du 7 avril 1954 portant règlement général sur le budget et la comptabilité des organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954 est applicable à l'Agence.

Toutefois, pour l'application de cet arrêté, il convient d'entendre par :

1° Chambres législatives : le Parlement wallon;

2° Ministre des Finances : les Ministres ayant la politique des personnes handicapées et le budget dans leurs attributions;

3° Ministre dont l'organisme relève : le Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses attributions;

4° Organisme : l'Agence.

Art. 65. Un rapport trimestriel présentant au moins une exécution des budgets de recettes et de dépenses ainsi qu'une situation de trésorerie est transmis au comité de gestion dans le courant du deuxième mois qui suit chaque trimestre.

Après approbation par le comité de gestion, l'administrateur général transmet le rapport de gestion au Ministre de l'Action sociale et au Ministre du Budget.

Art. 66. La tenue de la comptabilité des engagements de l'Agence est régie par :

1° les articles 48 à 51 et 54 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

A l'article 48 de ces lois, telles que coordonnées, il faut entendre par "Roi et Ministre qui a le budget dans ses attributions", le comité de gestion de l'Agence. Pour l'application des articles 49 et 54 de ces mêmes lois, il faut entendre par "Roi et le Ministre qui a le budget dans ses attributions", les Ministres ayant la politique des personnes handicapées et le budget dans leurs attributions;

2° l'arrêté royal du 31 mai 1966 portant règlement du contrôle de l'engagement des dépenses dans les services d'administration générale de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 15 avril 1980, à l'exception de l'article 1er, 2°, C, de l'article 5, § 1er, 3°, et § 2, et des articles 6 à 8.

CHAPITRE XIII. — Dispositions finales et abrogatoires.

Art. 67. Les articles 13, 20 à 22, 29, 30 et 74, alinéa 2, 1°, du décret entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 68. Sont abrogés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté dans l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés :

- 1° les articles 3 à 6 et 8 à 13;
- 2° l'article 14, modifié par l'arrêté royal du 6 janvier 1966;
- 3° les articles 15 à 17;
- 4° l'article 18, modifié par l'arrêté royal du 11 août 1967;
- 5° les articles 19 à 32;
- 6° l'article 33, modifié par l'arrêté royal du 6 janvier 1966;
- 7° l'article 34, modifié par l'arrêté royal du 6 janvier 1966;
- 8° les articles 35 et 36;
- 9° l'article 37, modifié par l'arrêté royal du 11 février 1976;
- 10° l'article 38;
- 11° l'article 39, modifié par l'arrêté royal du 18 février 1965;
- 12° les articles 40 à 43;
- 13° l'article 73;
- 14° l'alinéa 2 de l'article 74 modifié par l'arrêté de la Communauté française du 25 octobre 1990.

Art. 69. Sont abrogés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté :

1° les articles 4 à 13 de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés; toutefois à titre transitoire, pour les demandes introduites auprès des gouverneurs avant l'entrée en vigueur du présent arrêté en ce compris les recours y relatifs, ces dispositions restent d'application;

2° l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 mars 1970 fixant les conditions d'octroi par le Fonds national de reclassement social des handicapés d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les ateliers protégés;

3° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 mai 1984 portant agrément des services spécialisés habilités à délivrer le rapport sur base duquel s'effectue le placement des personnes handicapées et fixant les critères auxquels doit répondre ledit rapport;

4° les articles 3, 5, 6, 7 à 11, 17 à 29 et 31 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 16 novembre 1987, 24 et 25 février 1989, 13 novembre 1989, 12 et 26 juin 1990, 14 janvier 1991, 13 mai 1991, 11 et 12 juin 1991, 4 septembre 1991, 16 et 17 novembre 1992, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 18 juillet 1994, 9 et 23 mars 1995;

5° l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 1994 fixant les conditions d'octroi de l'intervention dans la rémunération et les charges sociales, accordées par le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées en vue de favoriser leur adaptation professionnelle;

6° les articles 15 à 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés;

7° l'alinéa 1^{er} de l'article 15 et les articles 16 à 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes.

Art. 70. Les personnes morales ou physiques qui hébergent des personnes handicapées, disposent d'un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour se conformer aux articles 47 à 52.

Art. 71. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date de sa parution au *Moniteur belge*.

Art. 72. Le ministre qui a l'action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N: 86 — 2167

[C — 27554]

**4 JULI 1996. — Besluit van de Waalse Regering
tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 13, 16, 18, 20, 21, 22, 24, 25, 29, 30, 53 en 74;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 10 mei 1984 houdende erkenning van de gespecialiseerde diensten die gemachtigd zijn het rapport uit te brengen op grond waarvan de gehandicapte personen worden geplaatst en tot bepaling van de criteria waaraan voornoemd verslag moet voldoen;

Gelet op het advies van de Waalse Adviesraad voor gehandicapte personen, gegeven op 4 januari 1996;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen, gegeven op 8 januari 1996;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 december 1995;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 18 januari 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

2° "Agentschap" : het Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen;

3° "Minister" : de Minister van Sociale Actie.

Art. 3. Er worden zeven gewestelijke bureaus opgericht waarvan de zetels gevestigd zijn te Waver, Bergen, Charleroi, Luik, Namen, Dinant en Libramont.

De bureaus van Waver, Luik en Libramont bedienen respectievelijk de provincies Waals-Brabant, Luik en Luxemburg. De bureaus van Namen, Dinant, Charleroi en Bergen bedienen respectievelijk het arrondissement Namen, de arrondissementen Dinant en Philippeville, de arrondissementen Charleroi en Thuin, de arrondissementen Aat, Bergen, Moeskroen, Zinnik en Doornik.

HOOFDSTUK II. — Voorschriften voor het aanleggen van het basisdossier

Afdeling 1. — Algemene principes

Art. 4. Het Agentschap legt het in artikel 20 van het decreet bedoelde basisdossier aan voor elke individuele aanvraag om tegemoetkoming.

De aanvragen om tegemoetkoming worden :

1° met ontvangstbewijs bij ter post aangetekend schrijven gestuurd aan het gewestelijke bureau van de gemeente waar de gehandicapte persoon woonachtig is;

2° op een andere wijze ingediend of afgegeven op het secretariaat van het gewestelijke bureau van de gemeente waar de gehandicapte persoon woonachtig is; in dit geval bezorgt het Agentschap onmiddellijk een ontvangstbewijs van de aanvraag.

Elke dienst van het Agentschap die een aanvraag moet behandelen waarvoor hij niet bevoegd is, stuurt de aanvraag door naar de bevoegde dienst en stelt de betrokken persoon in kennis hiervan.

Art. 5. De individuele aanvragen om tegemoetkoming kunnen betrekking hebben op :

1° a) een gespecialiseerde studie- of beroepsoriëntering;

b) een beroepsopleiding;

c) het uitoefenen van een beroepsbezigheid;

d) de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces;

e) een materiële hulp;

- 2° a) een vroegtijdige hulpverlening;
- b) huisvestings-, dagonthaal-, onderhouds-, behandelings- en opvoedingskosten;
- c) een plaatsing in gezinnen;
- d) een bijstand om activiteiten van het dagelijkse leven te verrichten;
- e) een begeleiding.

Afdeling 2. — Inlichtingen en multidisciplinaire gegevens

Art. 6. Op het door de gehandicapte persoon in te vullen formulier voor aanvraag om tegemoetkoming komen o.a. volgende gegevens voor :

- 1° zijn identiteit;
- 2° desnoods de identiteit van zijn wettige vertegenwoordiger;
- 3° zijn familiale toestand;
- 4° het voorwerp van zijn aanvraag;
- 5° de voornaamste gegevens op grond waarvan zijn handicap is vastgesteld;
- 6° zijn woonplaats en, desnoods, het adres waarop hij bereikt kan worden.

De aanvraag om tegemoetkoming wordt getekend door de gehandicapte persoon, zijn advocaat of zijn wettige vertegenwoordiger of door een daartoe door hem gemandateerde of bij wetsvoorschriften speciaal gemachtigde persoon.

De gemachtigde moet meerderjarig en houder van een volmacht zijn.

Bij de aanvraag worden de gegevens i.v.m. de medische, sociale en psychologische onderzoeken gevoegd die nodig zijn voor de behandeling van de aanvraag en die reeds ingezameld zouden zijn om aanspraak te kunnen maken op andere dienstverleningen of voordelen krachtens andere wettelijke en verordeningbepalingen.

Bij gebrek of tekort aan gegevens m.b.t. de gevraagde tegemoetkoming vult het Agentschap het dossier aan (of laat het aanvullen door de in artikel 39 van dit besluit bedoelde centra) met medische, psychologische of sociale rapporten die nodig zijn voor de behandeling van de aanvraag om tegemoetkoming.

Art. 7. Het Agentschap vraagt de bevoegde administraties om de documenten die het nuttig acht voor de behandeling van de aanvraag om tegemoetkoming :

- 1° een uittreksel uit het geboortenregister van de gehandicapte persoon;
- 2° een uittreksel uit het bevolkingsregister met de samenstelling van het gezin van de gehandicapte persoon;
- 3° een nationaliteitsbewijs van de gehandicapte persoon;
- 4° een bewijs van de inkomsten van de gehandicapte persoon.

Art. 8. Indien de gehandicapte persoon zich reeds gewend heeft tot een krachtens artikel 39 erkend centrum, wordt dit laatste verzocht de voor de behandeling van de aanvraag vereiste gegevens waarover het beschikt aan het Agentschap te bezorgen.

Art. 9. Al naar gelang de aanvraag om tegemoetkoming kunnen de in het basisdossier vermelde multidisciplinaire gegevens de volgende zijn :

- 1° een analyse van de behoeften van de persoon;
- 2° een balans van de school- of beroepsbekwaamheden, -potentialiteiten en -kennis;
- 3° een psychologische balans;
- 4° een medische balans;
- 5° een sociale anamnese;
- 6° een evaluatie van de autonomie.

Art. 10. Het Agentschap ontvangt de gehandicapte persoon, eventueel bijgestaan door een door hem gekozen persoon, op zijn verzoek of op eigen initiatief.

Art. 11. Binnen de door de Minister vastgestelde perken kan het Agentschap, als het zulks nodig acht, ieder ogenblik op eigen kosten een aanvullend of controleonderzoek i.v.m. de aanvraag instellen of laten instellen. Wanneer dat onderzoek niet door het Agentschap wordt verricht, wordt het op zijn verzoek ingesteld door een overeenkomstig artikel 39 erkend centrum, met uitzondering van het centrum dat de eerste onderzoeken verricht heeft.

Art. 12. Als de gehandicapte persoon of zijn wettige vertegenwoordiger de overeenkomstig artikel 6 van dit besluit gevraagde inlichtingen niet binnen zestig dagen verstrekt, wordt hem een rappelbrief toegezonden. Als geen gevolg wordt gegeven binnen een termijn van één maand, brengt het Agentschap de gehandicapte persoon of zijn wettige vertegenwoordiger in kennis van zijn weigering tot tegemoetkoming.

Art. 13. De gehandicapte persoon of zijn wettige vertegenwoordiger moet gewag maken van elke wijziging van zijn oorspronkelijke toestand.

Elke tegemoetkoming van het Agentschap waartoe besloten wordt of die gehandhaafd wordt op basis van gegevens die frauduleus, verkeerd of onvolledig blijken te zijn, geeft aanleiding tot een recht op terugvordering, hetzij ten laste van de gehandicapte persoon, hetzij ten laste van zijn erfgenenamen of legatarissen of van zijn onderhoudsplichtigen, behalve als de onjuiste beoordeling aan het Agentschap toe te schrijven is.

Art. 14. Het Agentschap stelt de datum vast waarop het zijn tegemoetkoming begint te verlenen, deze datum mag echter niet aan de datum van de aanvraag voorafgaan.

HOOFDSTUK III. — *Voorlopige beslissing*

Art. 15. Het Agentschap kan voor maximum drie maanden een voorlopige beslissing nemen wanneer blijkt dat het uitblijven van zijn tegemoetkoming de fysische, psychische of sociale toestand van de gehandicapte persoon in gevaar brengt.

De beslissing waarvan sprake in het eerste lid wordt genomen op grond van een uitvoerig rapport opgesteld hetzij door het Agentschap, hetzij door de dienst, het centrum of de instelling die voor de dringende opnemingszorgen. In de beslissing staat de duur van de verleende tegemoetkoming vermeld.

HOOFDSTUK IV. — *Herzieningsprocedure*

Art. 16. De beslissing tot tegemoetkoming kan herzien worden :

1° op initiatief van het Agentschap;

2° ten gevolge van een gemotiveerde aanvraag die aan het Agentschap wordt gestuurd door :

a) de gehandicapte persoon;

b) zijn wettige vertegenwoordiger of zijn advocaat;

c) de persoon die de gehandicapte persoon moet oppassen;

d) een door de gehandicapte persoon gemandateerde persoon;

e) de directeur van het centrum, de dienst of de instelling waarvan de persoon afhangt of de directeur van de instelling waar hij ondergebracht wordt;

f) de voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

g) de rechter bij de jeugdrechtbank, de directeur van de dienst voor gerechtelijke bescherming of de raadsheer voor hulpverlening aan de jeugd.

De aanvraag om herziening wordt :

1° met ontvangbewijs bij ter post aangetekend schrijven gestuurd aan het gewestelijke bureau van de gemeente waar de gehandicapte persoon woonachtig is;

2° op een andere wijze ingediend of afgegeven op het secretariaat van het gewestelijke bureau van de gemeente waar de gehandicapte persoon woonachtig is; in dit geval bezorgt het Agentschap onmiddellijk een ontvangbewijs van de aanvraag.

De aanvrager dient zijn verzoekschrift in binnen drie maanden te rekenen vanaf de datum waarop de toestand van de gehandicapte persoon een wijziging heeft ondergaan.

De aanvraag bevat de gegevens waarvan sprake in artikel 6, eerste lid.

Als de overgelegde documenten onvoldoende zijn, behandelt het Agentschap de aanvraag om herziening overeenkomstig artikel 11.

Art. 17. De beslissing tot herziening loopt vanaf de eerste dag van de maand na de kennisgeving ervan.

HOOFDSTUK V. — *Commissie van beroep*

Afdeling 1. — Zetel, samenstelling van de Commissie van beroep en duur van het mandaat van de voorzitter, de leden en de deskundigen

Art. 18. De Commissie van beroep neemt kennis van de beroepen ingesteld tegen de krachtens artikel 5, 2° genomen beslissingen.

De Commissie van beroep is gevestigd ten zetel van het Agentschap.

Art. 19. De Commissie van beroep bestaat uit :

1° een voorzitter die de hoedanigheid van magistraat heeft;

2° drie leden die minstens drie jaar nuttige ervaring hebben op het gebied van hulpverlening aan gehandicapte personen, te weten :

a) een geneesheer;

b) een psycholoog;

c) een gediplomeerde van het sociaal, pedagogisch of paramedisch hoger onderwijs van het korte of lange type;

3° twee leden aangewezen uit een dubbeltal van kandidaten voorgedragen door de Waalse Adviesraad voor gehandicapte personen.

Voor de voorzitter en voor elk lid wordt, onder dezelfde voorwaarden als de gewone leden, een plaatsvervangend lid benoemd.

Als de voorzitter of een lid ontslag neemt of om de één of andere reden ophoudt deel uit te maken van de Commissie van beroep, beëindigt het plaatsvervangende lid het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten worden voor een periode van zes jaar opgedragen te rekenen vanaf de datum van benoeming. Ze zijn vernieuwbaar.

Er bestaat een onverenigbaarheid tussen :

1° de hoedanigheid van voorzitter of lid van de Commissie van beroep en de hoedanigheid van lid van een orgaan of van het personeel van het Agentschap, een instelling, een centrum of een door het Agentschap erkende of gesubsidieerde dienst;

2° de hoedanigheid van deskundige aangewezen door de Commissie van beroep en de hoedanigheid van lid van een orgaan of van het personeel van het Agentschap.

Art. 20. De voorzitter en de leden van de Commissie kunnen van hun ambt ontheven worden in geval van plichtverzuim of van afbreuk aan de waardigheid ervan.

Art. 21. De Commissie van beroep wordt bijgestaan door een secretaris en een adjunct-secretaris aangewezen door de administrateur-generaal van het Agentschap. De secretaris moet licentiaat in de rechten zijn.

Art. 22. De Commissie van beroep stelt haar huishoudelijk reglement vast en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Regering.

Afdeling 2. — Beroepsprocedure

Art. 23. De verzoeker dient zijn beroep in binnen een termijn van dertig dagen vanaf de dag volgend op de datum waarop de beslissing van het Agentschap is verzonden. Het poststempel geldt als bewijs van de verzendingsdatum.

Als de vervaldag een zaterdag, een zondag of een officiële feestdag is, dan wordt hij naar de volgende werkdag verschoven.

Het verzoek wordt getekend door de verzoeker, zijn advocaat of zijn wettige vertegenwoordiger of door een daartoe speciaal gemandateerde persoon.

De bepalingen van artikel 6, vierde en vijfde leden, zijn van toepassing op de beroepsprocedure.

Art. 24. Het beroep wordt tegen ontvangstbewijs ingediend of bij ter post aangetekend schrijven gestuurd aan de zetel van de Commissie van beroep.

Art. 25. Het beroep dat tegen een beslissing tot herziening wordt ingesteld, heeft schorsende kracht.

Art. 26. Zodra de secretaris van de Commissie van beroep het verzoek heeft ontvangen, verwittigt hij het Agentschap dat verzocht wordt hem het dossier van de verzoeker toe te zenden.

Het dossier wordt onmiddellijk toegezonden.

De secretaris van de Commissie van beroep onderzoekt het dossier; daartoe vraagt hij onmiddellijk alle nuttige inlichtingen en documenten.

Na de behandeling van de zaak maakt de secretaris een rapport op voor de Commissie van beroep; hij dateert en tekent het alvorens het bij het dossier te voegen.

Art. 27. De Commissie van beroep kan onder haar voorzitter en leden een verslaggever aanwijzen die het dossier voor de zitting samenvat en een aanvullend rapport opmaakt. Het rapport wordt bij het dossier gevoegd.

Art. 28. Als na behandeling van de zaak blijkt dat de gehandicapte persoon een bijkomend onderzoek moet ondergaan, dan wordt hij bij beslissing van de Commissie van beroep verzocht voor een door haar aangewezen deskundige te verschijnen. Als de gehandicapte persoon zich niet kan verplaatsen, begeeft de deskundige zich naar zijn woonplaats.

* De gehandicapte persoon kan zich tijdens dat onderzoek laten bijstaan door elke persoon en deskundige van zijn keuze.

De aangewezen deskundige maakt een uitvoerig rapport op binnen de door de Commissie van beroep vastgestelde termijn.

Art. 29. De verzoeker en de administrateur-generaal van het Agentschap worden minstens veertien dagen vóór de zitting waarop ze gehoord zullen worden, door de secretaris opgeroepen.

De oproeping wordt bij ter post aangetekende brief gestuurd. Ze vermeldt de plaats, de dag en het uur van de verschijning.

Art. 30. In de oproeping staat dat de partijen en de personen die ze bijstaan, op het secretariaat van de Commissie van beroep ter plaatse inzage kunnen nemen van het dossier.

Art. 31. Als de partijen conclusies willen indienen, dan zenden ze deze uiterlijk twee dagen vóór de verschijning aan de secretaris.

Art. 32. De Commissie houdt zitting met gesloten deuren.

Ze verhoort de verzoeker en het Agentschap en kan elke bij de aanvraag betrokken persoon verhoren.

De verzoeker kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door zijn advocaat, zijn wettige vertegenwoordiger of door een andere daartoe speciaal gemandateerde persoon.

De administrateur-generaal of een daartoe aangewezen ambtenaar vertegenwoordigt het Agentschap voor de Commissie van beroep.

Art. 33. De Commissie van beroep beraadslaagt en beslist slechts op geldige wijze bij aanwezigheid van de voorzitter of zijn plaatsvervanger en van drie andere gewone of plaatsvervangende leden.

Art. 34. De beslissingen van de Commissie van beroep worden genomen bij meerderheid van stemmen van de voorzitter en de aanwezige leden; onthouding is niet toegelaten. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 35. De voorzitter en de andere leden van de Commissie van beroep zijn gehouden tot het geheim van de beraadslagingen.

Art. 36. De beslissingen vermelden :

1° de identiteit en de woonplaats van de verzoeker;

2° in voorkomend geval, de naam, voornaam, woonplaats en hoedanigheid van de personen die hem hebben vertegenwoordigd of bijgestaan;

3° de oproeping, de verschijning en het horen van de gehoorde personen;

- 4° in voorkomend geval, de indiening van conclusies;
- 5° de gronden en het beschikkend gedeelte van de beslissing;
- 6° de datum van de beslissing en de plaats waarop ze is uitgesproken, alsook de naam van de personen die beraadslaagd hebben.

De beslissingen worden door de voorzitter en de secretaris getekend.

Art. 37. De beslissingen worden binnen een termijn van acht kalenderdagen bij ter post aangetekende brief bekendgemaakt.

Art. 38. Wanneer blijkt dat een materiële vergissing werd begaan, kan de Commissie van beroep haar beslissing rechtzetten binnen drie jaar na de bekendmaking ervan, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van een partij.

HOOFDSTUK VI. — *Erkenning van de centra die het Agentschap gegevens kunnen verstrekken*

Art. 39. De volgende centra of diensten worden erkend als centra die het Agentschap gegevens kunnen verstrekken :

- 1° de door de Franse Gemeenschap erkende psycho-medisch-sociale centra;
- 2° de door het Waalse Gewest erkende diensten voor geestelijke gezondheidszorg;
- 3° de door het Agentschap erkende diensten of centra voor evaluatie en beroepsoriëntatie;
- 4° de door het Agentschap erkende diensten of centra voor functionele revalidatie;
- 5° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 6° de door het Waalse Gewest erkende centra voor maatschappelijk werk.

De erkende centra moeten binnen hun personeel over een maatschappelijk assistent of een maatschappelijk verpleger beschikken. Bovendien moeten ze binnen hun personeel over een geneesheer en een psycholoog beschikken of zich hun diensten bij overeenkomst verschaffen. Deze drie personen vormen een multidisciplinaire ploeg.

Het Agentschap bepaalt de minimale voorwaarden waaraan de overeenkomsten moeten voldoen en legt ze ter goedkeuring aan de Waalse Regering voor.

Art. 40. De psychopedagogische gegevens die aan het Agentschap worden verstrekt moeten door een psycholoog vastgesteld en getekend worden.

De aan het Agentschap verstrekte sociale gegevens moeten door een maatschappelijk assistent of een maatschappelijk verpleger vastgesteld en getekend worden.

De voor elk type van handicap aan het Agentschap verstrekte medische gegevens moeten vastgesteld en getekend door een geneesheer die houder is van de geschikte specialiteit en door het RIZIV erkend is.

Voor de categorieën ingesteld bij het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, betreft het :

- 1° een kinderarts voor gehandicapten van de categorieën 3, 4, 12;
- 2° een psychiater of een zenuwarts voor gehandicapten van de categorieën 10, 11, 14, en voor volwassen sensorieel mentaal gehandicapten; een keel-, neus- en oorarts of een neuropediater voor minderjarigen die aan ernstige spraakstoornissen lijden;
- 3° een kinderarts, een psychiater of een zenuwarts voor gehandicapten van de categorieën 1, 2, 5, 6, 8, 9;
- 4° een keel-, neus- en oorarts voor gehandicapten met gehoorstoornissen;
- 5° een oogspecialist voor gehandicapten met gezichtsstoornissen;
- 6° een geneesheer met een licentie in de expertise en de evaluatie van de lichamelijke schade of van wie de specialiteit betrekking heeft op de lichamelijke handicap van personen die niet onder de punten 1° tot 5° ingedeeld zijn.

Het erkende centrum :

1° verricht gratis onderzoeken of past de bij de overeenkomst geneesheren-ziekenfonds vastgestelde tarieven toe, op schriftelijk verzoek van de gehandicapte persoon, zijn raadsman of zijn wettige vertegenwoordiger of van een daartoe speciaal gemandateerde persoon;

2° verricht de in artikel 11 bedoelde aanvullende of controleonderzoeken op verzoek van het Agentschap, met de schriftelijke instemming van de gehandicapte persoon, zijn raadsman of zijn wettige vertegenwoordiger of van een daartoe gemandateerde persoon.

Art. 41. De gegevens worden verstrekt d.m.v. een formulier dat door het Agentschap is vastgesteld.

De psychopedagogische aspecten moeten in twee verschillende rubrieken behandeld worden : de eerste betreft een psychologische analyse en de tweede een pedagogische evaluatie voor de minderjarigen en een levensproject voor de meerderjarigen.

Die twee rubrieken kunnen door verschillende personen opgemaakt worden.

Art. 42. De personeelsleden van de multidisciplinaire ploeg van het centrum gaan zelf over tot de vereiste onderzoeken waarvoor ze bevoegd zijn en zijn gehouden tot het beroepsgeheim.

Art. 43. In het kader van hun specifieke activiteiten m.b.t. het inwinnen en het verstrekken van gegevens betreffende de gehandicapte personen staan de centra onder toezicht van het Agentschap.

De controle op de erkende diensten wordt uitgeoefend door de door het Agentschap aangewezen ambtenaren. Ze hebben vrije toegang tot de lokalen van de centra en hebben het recht om ter plaatse de stukken en documenten te raadplegen die ze nuttig achten om hun opdracht te vervullen.

Art. 44. Het beheerscomité van het Agentschap kan de erkenning van een centrum dat het decreet en zijn uitvoeringsbesluiten niet naleeft, intrekken of schorsen. De beslissing tot intrekking of schorsing van de erkenning wordt bij aangetekende brief bekendgemaakt.

Het centrum waarvan de erkenning wordt ingetrokken of geschorst, kan overeenkomstig de artikelen 59 à 62 een beroep instellen.

HOOFDSTUK VII. — Toelagen voor de bevordering van specifieke initiatieven

Art. 45. De in artikel 25 van het decreet bedoelde toelagen worden verleend na goedkeuring door de Minister van de programma's voor specifieke initiatieven.

Art. 46. De toelagen voor de bevordering van specifieke initiatieven kunnen slechts worden verleend voor diensten, centra en instellingen waarvan de projecten :

- 1° niet het voorwerp zijn van een op artikel 24 van het decreet gegronde beslissing;
- 2° gespreid zijn over een maximumduur van drie jaar, eventueel verlengbaar op grond van een omstandig eindrapport opgemaakt door de dienst, het centrum of de instelling en dat de behaalde resultaten nader bepaalt;
- 3° die een vernieuwend of experimenteel karakter tonen.

HOOFDSTUK VIII. — Machtiging tot tenlasteneming verleend aan personen en diensten die niet door het Agentschap erkend zijn

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 47. De in artikel 29 van het decreet bedoelde aanvraag om machtiging moet bij aangetekende brief aan de voorzitter van het beheerscomité van het Agentschap gestuurd worden.

Art. 48. De aanvraag om machtiging bevat de volgende inlichtingen en documenten :

1° de identiteit van de aanvrager, zijn personalia alsook het volledige adres van de plaats(en) waarop de gehandicapte personen ten laste worden genomen;

2° als het een natuurlijke persoon betreft, het getuigschrift van goed zedelijk gedrag van de aanvrager en als het een rechtspersoon betreft, het getuigschrift van goed zedelijk gedrag van de directeur of de persoon die zijn ambt vervult alsook de samenstelling van de raad van bestuur; dat getuigschrift moet sinds minder dan drie maanden gedagtekend zijn;

3° de lijst met de personeelsleden, hun naam, kwalificatie en de duur van hun wekelijkse werktijd;

4° een plan met de verbindingsgangen in het gebouw, de bestemming van de lokalen, het totale aantal bedden in het gebouw;

5° een afschrift van de overeenkomsten die de gehandicapte personen verbinden aan de natuurlijke of rechtspersoon die ze ten laste neemt;

6° een attest dat sinds minder dan één jaar afgegeven werd door de gewestelijke brandweer en waarbij vastgesteld is dat het gebouw aan de brandveiligheidsnormen voldoet.

In de in het eerste lid, 5°, bedoelde overeenkomst worden minstens de volgende gegevens vermeld :

- 1° de aan de gehandicapte persoon verleende diensten;
- 2° de financiële bijdrage in de kosten die uit de verleende diensten voortvloeien;
- 3° de duur van de overeenkomst;
- 4° de ontbindingsvoorwaarden.

Art. 49. Het beheerscomité van het Agentschap beslist binnen vier maanden na ontvangst van de aanvraag om machtiging.

De beslissing vermeldt de datum waarop de machtiging begint te lopen en de duur ervan.

Art. 50. De rechts- of natuurlijke persoon die de tenlasteneming waarborgt, dient de aanvraag om vernieuwing van de machtiging in zes maanden vóór de vervaldag ervan.

De aanvraag omvat de gegevens en documenten waarvan sprake in artikel 48.

Afdeling 2. — Regeling van de controle

Art. 51. Iedereen kan bij het Agentschap een klacht indienen als de bij het decreet of bij dit besluit bedoelde bepalingen eventueel niet in acht worden genomen.

Binnen veertig dagen na ontvangst van de klacht wordt de betrokken dienst aan een controle onderworpen.

Afdeling 3. — Minimale veiligheids- en hygiënenormen

Art. 52. Het gebouw (de gebouwen) waar de gehandicapte personen worden opgenomen, moet(en) voldoen aan minimale hygiënische normen en zijn onderworpen aan het in artikel 48, 6° bedoelde attest.

HOOFDSTUK IX. — Erkennings-, schorsings- en intrekkingprocedures

Art. 53. De aanvragen om erkenning van de diensten, centra of instellingen worden bij ter post aangetekende brief aan het Agentschap gestuurd.

Art. 54. § 1. De in artikel 24, tweede lid, van het decreet bedoelde diensten en structuren worden slechts erkend als ze de volgende principes naleven :

- 1° de zelfstandigheid en de keuzevrijheid van de persoon waarborgen;
- 2° de gehandicapte personen gelijke opnemingskansen bieden en, met name als opnemingsvoorwaarden, geen andere financiële bijdrage eisen dan die vastgesteld door de Regering;

3° de gehandicapte persoon een gepersonaliseerd project voorstellen dat beantwoordt aan zijn behoeften, bekwaamheden en verlangens;

4° de gehandicapte persoon en zijn omgeving zo veel mogelijk bij de besluitvorming betrekken;

5° kwalitatieve evaluaties verrichten waaraan de gehandicapte persoon, zijn omgeving en de diensten mogen deelnemen;

6° een geschikte infrastructuur en een bevoegd begeleidingspersoneel dat aan de behandelde handicap aangepast is, ter beschikking stellen van de gehandicapte persoon;

7° het personeel de kans bieden om mee te werken aan het educatieve project van de dienst en om voortgezette opleidingen te volgen;

8° de samenwerking tussen de diensten bevorderen en door een betere coördinatie streven naar een efficiëntere werking ervan;

9° de contacten met de buitenwereld bevoorrechten in het kader van een lokale samenwerking;

10° met de diensten van het Agentschap samenwerken en zich aan zijn controle onderwerpen;

11° een boekhouding voeren die aan de richtlijnen van het Agentschap beantwoordt;

12° aan de veiligheids- en hygiënenormen voldoen;

13° een huishoudelijk reglement aannemen dat de rechten van de gehandicapte personen waarborgt, hen meer autonomie biedt alsook een aan hun behoeften, bekwaamheden en verlangens aangepaste dienst. Dat reglement wordt mee gedeeld aan de gehandicapte personen, hun wettige vertegenwoordigers en het Agentschap.

§ 2. Als het dossier volledig is, stuurt het Agentschap binnen dertig dagen na verzending van de erkenningsaanvraag een ontvangstbewijs van het dossier bij ter post aangetekende brief aan de aanvrager. Indien het dossier niet volledig is, verwittigt het Agentschap de aanvrager op dezelfde wijze en bepaalt het terzelfder tijd met welke stukken het aangevuld moet worden.

§ 3. Onverminderd de §§ 1 en 2 is de erkenning van de diensten, centra of instellingen die over een telebewakingssysteem of een gelijksoortig systeem beschikken, onderworpen aan de volgende voorwaarden :

1° het systeem moet het meest geschikte middel zijn om de betrokken gehandicapte personen de veiligheid en de verzorgingskwaliteit te waarborgen die hun pathologie vereist;

2° beeldopname is verboden behalve voor therapeutische doeleinden;

3° het systeem mag slechts gebruikt worden met de instemming van de gehandicapte persoon of van zijn wettige vertegenwoordiger. Zijn weigering is geen reden om hem van de dienst, het centrum of de instelling te verwijderen.

Het beheerscomité wint het advies van de bevoegde Adviesraad in.

Een multidisciplinair comité, samengesteld uit drie door het beheerscomité aangewezen deskundigen onder wie één op de voordracht van de Waalse Adviesraad voor gehandicapte personen, zorgt voor de ethische begeleiding en kan door elke betrokken persoon of inlichting aangezocht worden.

Art. 55. Het beheerscomité van het Agentschap beslist binnen zes maanden na de ontvangst van het volledige dossier van de aanvraag om erkenning.

Art. 56. De erkenning wordt verleend voor een periode van drie maanden tot maximum drie jaar. Ze is vernieuwbaar.

Art. 57. De aanvraag om vernieuwing wordt uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de geldigheid van de erkenning bij het beheerscomité van het Agentschap ingediend.

De in het eerste lid bedoelde termijn wordt tot twee maanden ingekort als de erkenning verleend werd voor een periode van zeven maanden of minder.

De dienst, het centrum of de instelling blijft erkend tot een beslissing wordt genomen.

Art. 58. Het beheerscomité van het Agentschap kan de erkenning intrekken of schorsen zodra het merkt dat één van de voor de erkenning vastgestelde voorwaarden niet meer nageleefd wordt.

De beslissing tot intrekking of schorsing van de erkenning wordt bij aangetekende brief bekendgemaakt.

HOOFDSTUK X. — *Beroep*

Art. 59. Binnen dertig dagen na de bekendmaking van de in de artikelen 55 en 58 bedoelde beslissingen kan bij ter post aangetekende brief een beroep bij de Minister ingesteld worden.

Art. 60. De verzoeker of zijn raadsman alsook het Agentschap of zijn afgevaardigde worden, op eigen verzoek, door de Minister of zijn afgevaardigde gehoord.

Art. 61. Het beroep heeft schorsende kracht behalve als het gericht is tegen een beslissing tot weigering van erkenning van een nieuw(e) centrum, dienst of instelling.

Art. 62. De Minister beslist binnen drie maanden na ontvangst van het beroep. De verzoeker en het Agentschap worden in kennis gesteld van de beslissing.

HOOFDSTUK XI. — *Controlevoorschriften voor de commissaris van de Regering en de afgevaardigde van de Minister van Begroting*

Art. 63. Telkens als het nodig is, sturen de commissaris van de Regering en de afgevaardigde van de Minister van Begroting aan de Minister onder wie ze ressorteren of op diens verzoek, een rapport met alle nodige inlichtingen, voorstellen of suggesties in het kader van het beheer van het Agentschap.

HOOFDSTUK XII. — *Bepalingen inzake begroting en boekhouding*

Art. 64. Het koninklijk besluit van 7 april 1954 houdende algemene regeling betreffende de begroting en de boekhouding der instellingen van openbaar nut bedoeld bij de wet van 16 maart 1954, is van toepassing op het Agentschap.

Voor de toepassing van dit besluit wordt echter verstaan onder :

- 1° Wetgevende Kamers : het Waalse Parlement;
- 2° Minister van Financiën : de Ministers bevoegd voor het gehandicaptenbeleid en de begroting;
- 3° Minister onder wie de inrichting ressorteert : de Minister tot wiens bevoegdheden het gehandicaptenbeleid behoort;
- 4° Inrichting : het Agentschap.

Art. 65. Een driemaandelijks rapport wordt in de loop van de tweede maand na elk trimester aan het beheerscomité gestuurd. In dat rapport komen minstens één uitvoering van de begrotingen van de ontvangsten en uitgaven alsook een staat van de thesaurie voor.

Na goedkeuring door het beheerscomité stuurt de administrateur-generaal het beheersrapport aan de Minister van Sociale Actie en aan de Minister van Begroting.

Art. 66. De boekhouding van de vastleggingen van het Agentschap wordt geregeld overeenkomstig :

- 1° de artikelen 48 à 51 en 54 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

In artikel 48 van die wetten, zoals gecoördineerd, wordt verstaan onder "Koning en Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort" het beheerscomité van het Agentschap. Voor de toepassing van de artikelen 49 en 54 van dezelfde wetten wordt verstaan onder "Koning en Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort" de Ministers bevoegd voor het gehandicaptenbeleid en de begroting;

2° het koninklijk besluit van 31 mei 1966 houdende regeling van de controle op de vastlegging van de uitgaven in de diensten van algemeen bestuur van de Staat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 april 1980, met uitzondering van artikel 1, 2°, C, artikel 5, § 1, 3°, en § 2, en de artikelen 6 à 8.

HOOFDSTUK XIII. — *Slot- en opheffingsbepalingen*

Art. 67. De artikelen 13, 20 à 22, 29, 30 en 74, tweede lid, 1° van het decreet treden in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 68. In het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen worden de volgende artikelen opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit besluit :

- 1° de artikelen 3 à 6 en 8 à 13;
- 2° artikel 14, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 januari 1966;
- 3° de artikelen 15 à 17;
- 4° artikel 18, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 augustus 1967;
- 5° de artikelen 19 à 32;
- 6° artikel 33, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 januari 1966;
- 7° artikel 34, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 januari 1966;
- 8° de artikelen 35 en 36;
- 9° artikel 37, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 februari 1976;
- 10° artikel 38;
- 11° artikel 39, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 februari 1965;
- 12° de artikelen 40 à 43;
- 13° artikel 73;
- 14° het tweede lid van artikel 74, gewijzigd bij het besluit van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1990.

Art. 69. Op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden opgeheven :

1° de artikelen 4 à 13 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten; bij wijze van overgangsmaatregel blijven die bepalingen echter van toepassing op de aanvragen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit bij de Gouverneurs ingediend werden, met inbegrip van de desbetreffende beroepen;

2° artikel 2 van het ministerieel besluit van 23 maart 1970 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen een tegemoetkoming verleent in het loon en de sociale lasten die door de beschermde werkplaatsen worden gedragen;

3° het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 10 mei 1984 houdende erkenning van de gespecialiseerde diensten die gemachtigd zijn het rapport uit te brengen op grond waarvan de gehandicapte personen worden geplaatst, tot bepaling van de criteria waaraan voornoemd verslag moet voldoen;

4° de artikelen 3, 5 en 6, 7 à 11, 17 à 29 en 31 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 november 1987, 24 en 25 februari 1989, 13 november 1989, 12 en 26 juni 1990, 14 januari 1991, 13 mei 1991, 11 en 12 juni 1991, 4 september 1991, 16 en 17 november 1992, bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 1993 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 juli 1994, 9 en 23 maart 1995;

5° artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van minder-validen en hun inschakeling in het arbeidsproces een tegemoetkoming in het loon en de sociale lasten verleent aan werkgevers met het oog op de beroepsaanpassing van de minder-validen die ze tewerkstellen;

6° de artikelen 15 à 18 van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen;

7° het eerste lid van artikel 15 en de artikelen 16 à 19 van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 28 juli 1992 betreffende de begeleidingsdiensten voor volwassen gehandicapten.

Art. 70. De rechts- of natuurlijke personen die gehandicapte personen onderbrengen, beschikken over een termijn van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit besluit om zich naar de artikelen 47 à 52 te gedragen.

Art. 71. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 72. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 juli 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[15105]

Honoraire Consuls

Ontslag. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 29 mei 1996 werd :

1. Aan de heer Cornelis A. Lindenbergh, honorair Consul van België te Vlissingen, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.

2. De heer Pieter De Koster benoemd tot honorair Consul van België te Vlissingen met als ressort het gedeelte van de provincie Zeeland ten noorden van de Westerschelde.

Ontslag. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 30 mei 1996 werd :

1. Aan de heer Henri Lefebvre, honorair Consul van België te Hanover, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.

2. De heer Jacques Thoelen benoemd tot honorair Consul van België te Hanover met als ressort het Land Nedersaksen.

Ontslag. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 30 mei 1996 werd :

1. Aan de heer Serge Mees, honorair Consul van België te Pointe-à-Pitre, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.

2. De heer Jacques Lintermans benoemd tot honorair Consul van België te Pointe-à-Pitre met als ressort de eilanden Guadeloupe, Marie-Galante, Saint-Barthélémy, Saintes, Saint-Martin en Désirade.

Ontslag. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 10 juni 1996 werd :

1. Aan de heer Kenichi Yamamoto, honorair Consul van België te Hiroshima, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.

2. De heer Norimasa Furuta benoemd tot honorair Consul van België te Hiroshima met als ressort de prefecturen Hiroshima en Yamaguchi.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[15105]

Consuls honoraires

Démission. — Nomination

Par arrêté royal du 29 mai 1996 :

1. Démission honorable de ses fonctions a été accordée, à sa demande, à M. Cornelis, A. Lindenbergh, Consul honoraire de Belgique à Flessingue.

2. M. Pieter De Koster a été nommé Consul honoraire de Belgique à Flessingue, avec comme circonscription la partie de la province de Zélande située au nord de l'Escaut occidental.

Démission. — Nomination

Par arrêté royal du 30 mai 1996 :

1. Démission honorable de ses fonctions a été accordée, à sa demande, à M. Henri Lefebvre, Consul honoraire de Belgique à Hanovre.

2. M. Jacques Thoelen a été nommé Consul honoraire de Belgique à Hanovre, avec comme circonscription le Land de Basse-Saxe.

Démission. — Nomination

Par arrêté royal du 30 mai 1996 :

1. Démission honorable de ses fonctions a été accordée, à sa demande, à M. Serge Mees, Consul honoraire de Belgique à Pointe-à-Pitre.

2. M. Jacques Lintermans a été nommé Conseul honoraire de Belgique à Pointe-à-Pitre, avec comme circonscription les îles de la Guadeloupe, de Marie-Galante, de Saint-Barthélémy, des Saintes, de Saint-Martin et de la Désirade.

Démission. — Nomination

Par arrêté royal du 10 juin 1996 :

1. Démission honorable de ses fonctions est accordée, à sa demande, à M. Kenichi Yamamoto, Consul honoraire de Belgique à Hiroshima.

2. M. Norimasa Furuta a été nommé Consul honoraire de Belgique à Hiroshima, avec comme circonscription les préfectures de Hiroshima et Yamaguchi.